

Voyage au cœur de la transition ¹

Sur la dépossession des travailleurs en Serbie

Ljubomir Bratic

L'événement

Le 23 avril 2009 un groupe de chômeurs organisés du textile de Novi Pazar, au sud de la Serbie, a commencé une grève de la faim. La revendication principale du groupe qui agissait au nom des 1 532 autres membres de l'association des « travailleurs du textile de Novi Pazar, Sjenica et Tutin » était d'obtenir le paiement des salaires dus qui, partiellement au moins, n'étaient plus payés depuis 1992. Le 24 avril, Zoran Bulatovic, le président de l'association et gréviste de la faim, s'est coupé le petit doigt de la main gauche et a déclaré devant les caméras qu'il cessait la grève puisqu'il allait manger son petit doigt. De plus, si le gouvernement de Belgrade ne se montrait pas disposé à négocier, tous les jours un autre gréviste de la faim se couperait un doigt. Comme le dit le dernier message sur You Tube : « Tous sont prêts à faire cela si nous ne recevons pas de réponse positive ». Cette image a été rendue publique par la télévision indépendante B92, reprise par les autres chaînes, avant de l'être sous une forme abrégée dans les médias européens ².

La situation

Nous sommes le 11 août 2009. Je viens juste d'arriver à Novi Pazar, là où s'est joué en avril 2009 le dernier épisode marquant du combat des chômeurs du textile qui dure depuis des années. Je rencontre Zoran Bulatovic, leur président, à son bureau. Il est accompagné de deux de ses collaboratrices. Je

pose de nombreuses questions. La conversation ce soir a duré deux heures et demie. Personne n'a regardé la montre pendant ce temps. Le résultat est un enregistrement long et dense, qui a fonctionné comme un miroir pour rédiger ce texte.

La situation des salariés en Serbie est comparable à celle qui a régné dans l'Europe industrielle dans les années 1930. Les soupes populaires offrent dans les grandes villes des repas à ceux qui sont les plus touchés³. Le réseau social très dense de la Yougoslavie a été mis hors circuit par la restructuration néolibérale. Le patrimoine des personnes a été totalement détruit par le tourbillon inflationniste au début des années 1990. Le revenu moyen est aujourd'hui de 32 000 dinars (environ 320 euros). Les salariés tombent dans la pauvreté, surtout quand ils perdent leur emploi. Le seuil de pauvreté est autour de 8 883 dinars (95 euros) en Serbie et concerne 490 000 personnes. Mais cette image est trompeuse : si le seuil était à 10 000 dinars (110 euros), le nombre de pauvres doublerait (Lopusina, 2009, 5). Il faut noter que nous parlons ici d'un pays anciennement industriel, dont le niveau des salaires voisinait de celui des pays occidentaux. La Serbie est un pays dont les gouvernements nationalistes et néolibéraux ont dilapidé en deux décennies une grande partie de l'industrie que le gouvernement socialiste a mis des décennies à construire après la Deuxième guerre mondiale. La question se pose évidemment : qui est responsable ? Dans l'intérêt de qui a-t-on fait ainsi reculer le pays, poussé les salariés dans la pauvreté au point que le désespoir les porte à s'autodétruire ? Ce sont de nombreuses questions qui ne trouveront de réponse sérieuse qu'avec le temps. Un responsable syndical local de Novi Pazar a exprimé les choses ainsi : « C'est seulement dans vingt ans qu'on saura peut-être clairement ce qui a été acheté, qui l'a acheté et pour qui, et combien les élites dominantes de Serbie et d'ailleurs ont mis dans leurs propres poches ». Peut-être quelqu'un écrira-t-il alors quelque chose sur la destruction de la classe ouvrière, destruction dont personne n'a compté les victimes.

La dépossession des travailleurs

J'ai rencontré beaucoup de travailleurs conscients à Novi Pazar et me suis demandé comment il était possible que ces hommes se soient tus jusqu'ici. Comment ceux qui ont au minimum connu l'autogestion yougoslave dans les entreprises, qui ont appris beaucoup de ce dont les travailleurs de l'Ouest peuvent seulement rêver, peuvent-ils se livrer de cette manière et « sans combat » à leurs ennemis⁴. Je ne connais pas encore exactement la réponse mais il est clair qu'il y a eu plusieurs étapes dans la dépossession des travailleurs : d'abord la trahison de toute l'élite dirigeante du Parti communiste au début des années 1990, dans la mesure où elle a rendu la propriété privée possible sans donner de garanties pour l'avenir à la propriété collective. Privatiser la

totalité de la propriété collective ne fut alors qu'une question de temps. S'y ajouta la rhétorique officielle du « parti socialiste » de Milosevic qui continua après comme avant à se dire de « gauche ». Cette autoproclamation devint un simulacre de position de gauche, historiquement unique (Blagojevic, 2008, 125-128).

En même temps, il y a eu une forte propagande nationaliste et la construction de l'image d'un ennemi les autres peuples de Yougoslavie qui a détourné l'attention des travailleurs. En faisant baisser la valeur de beaucoup des immeubles que les élites économiques se préparaient précisément à acheter. Les sanctions économiques et les bombardements de l'OTAN sur la République fédérale de Yougoslavie ont fourni des avantages à celles-ci. De ce point de vue, les sanctions ont ouvert une voie optimale vers l'accumulation de capital privé à bon compte. À propos des sanctions dont la Serbie a été la cible principale, on peut affirmer que le processus a été le même dans tout l'espace yougoslave. Les élites ont été la cinquième colonne pour les travailleurs et feront tout pour rester des élites. Les élites idéologiques à la situation matérielle assurée sont devenues les élites qui détiennent le pouvoir économique : c'est ainsi que l'histoire s'est déroulée à l'Est de l'Europe. Ce n'est pas une nouveauté, d'un point de vue historique. Le film de Luchino Visconti, *Le Guépard*, montre comment la même chose est arrivée en Italie au moment du passage du féodalisme à un État-nation capitaliste. Dans ce film on dit : « Il faut tout changer pour que rien ne change ». Ce qui est cependant nouveau dans le cas de la Yougoslavie et de tout le bloc de l'Est, c'est qu'une élite dans sa totalité s'est mise au service d'une idéologie que jusque-là elle considérait comme « réactionnaire » et combattait, ayant même gagné par ce combat son statut d'élite. Trahie par les directeurs qui ont commencé par tirer profit pour eux-mêmes de la gestion des entreprises qu'ils exerçaient jusqu'alors au nom des travailleurs, et par la perte de l'espace idéologique constitué par l'interprétation marxiste de l'histoire (beaucoup d'anciens « marxistes » sont soudain devenus néolibéraux), la classe ouvrière s'est trouvée devant un espace théorique et pratique vide, ce qui s'est aggravé avec la préoccupation de soi et de sa famille. L'espoir en un « renouvellement démocratique de la société » a été déçu. Les représentants des salariés dans les nouveaux syndicats se représentaient d'abord eux-mêmes. Dans les comités, ils ont essayé d'amasser le maximum de pouvoir pour rester le plus près possible des lieux de redistribution de la privatisation. Dans l'hebdomadaire *NIN*, Stojan Drcelic (2009, 13) compare les syndicats actuels à ceux de la période Milosevic et arrive à la conclusion que ces derniers ont au moins apporté aux travailleurs les moyens de se nourrir et de se laver. La sociologue Djokica Jovanovic (2008, 33) décrit la vénalité actuelle des syndicats serbes de la façon suivante : « Il est rare de trouver un dirigeant syndical ou une confédération sur qui on ne puisse pas voir du premier coup d'œil une étiquette avec le prix à payer ».

Les travailleurs ont été laissés tout seuls, jusqu'à ce que de petits groupes commencent à analyser les conditions structurelles nouvelles et à réfléchir rationnellement à ce qui leur arrivait. Ce qui a provoqué un moment de la conscience collective : à côté de la « nation des Yougoslaves » qui a perdu 1,5 millions d'individus et a totalement disparu, c'est la classe ouvrière qui a supporté l'exode le plus important et a été la principale victime de la destruction de la Yougoslavie. Tout cela ne semblait gêner personne, et la gauche pas plus que les autres. La gauche institutionnelle occidentale, embourbée dans ses propres positions nationales, a été incapable de porter le regard au-delà des frontières. C'était la même chose avec les syndicats de l'Ouest, incapables de comprendre que le nouvel espace que le capitalisme construit tous les jours à travers l'implantation d'entreprises supposerait partout une solidarité effective avec les travailleurs. Comment le syndicat autrichien des employés, qui regroupe les salariés des banques qui se sont établies à l'Est, peut-il ne pas se préoccuper du sort qui est fait aux employés des succursales des mêmes entreprises en dehors des frontières de l'Autriche ? La même question peut être posée à tous les syndicats des entreprises qui ont établi des succursales partout dans le monde. Comment peuvent-ils se soustraire à leurs responsabilités vis-à-vis de leurs collègues au seul motif qu'ils ne vivent pas à l'intérieur des frontières du pays où ces entreprises néocoloniales ont leur siège ? Ce comportement nationaliste étroit va un jour, si ce n'est pas déjà fait, priver ces syndicats d'une grande part de leur légitimité.

La nouvelle élite dans l'embaras

La situation actuelle des élites serbes est spécifique. Leurs bailleurs de fonds de l'Ouest ne sont plus inconditionnellement là pour eux. Elles doivent par conséquent réfléchir aux moyens de sécuriser les biens amassés. Il ne reste plus grand chose dans le patrimoine collectif. Tout appartient à quelqu'un, et l'essentiel aux anciens permanents du parti, aux directeurs généraux des anciennes entreprises, qui doivent l'administrer au bénéfice de leurs chefs de l'Ouest. Jusqu'à cet été, cela consistait à ignorer totalement la destruction des sites de production à travers la privatisation. La Serbie retourne au stade où elle se trouvait avant l'industrialisation : une société agricole qui se trouve à la périphérie, dans une situation semi-coloniale. Ceux qui ont tout à perdre sont les principaux adversaires de cette désindustrialisation. Car la Yougoslavie, comme pays de l'autogestion, était un pays de travailleurs. Ceux-ci étaient en position de force dans les entreprises (conseils ouvriers) et dans la société. Ils étaient les vrais adversaires qui devaient être éliminés pour imposer la privatisation partout. Le nationalisme a été la tactique choisie pour cela (dès le début de notre conversation, Bulatovic se démarque du nationalisme !) L'appel au nationalisme comme outil pour le combat et sa mise en œuvre stratégique

ont servi avant tout comme une sorte de masque idéologique pour justifier le vol. Aujourd'hui, comme le nationalisme ne fonctionne plus, comme ceux qui espéraient qu'en dévalisant leurs voisins ils amélioreraient leur sort ont été déçus, que leurs chefs à l'Ouest ne veulent, dans les conditions économiques actuelles, accueillir les migrants, on assiste à un élargissement des perspectives. Plus le brouillard se lève, plus un paysage qui n'était perceptible jusqu'ici que de façon fragmentaire se révèle : le paysage des conditions de travail. Ces conditions étaient certes présentes de façon objective, mais elles ne faisaient pas partie du discours officiel, celui-ci devant véhiculer autre chose : la rupture des solidarités entre les travailleurs à travers le nationalisme. Ce paysage maintenant perceptible des conditions de travail montre aussi à quel point elles ont été altérées par les divers régimes néolibéraux et nationalistes de ces vingt dernières années... mais derrière il y a les personnes, celles qui ont été directement touchées par ces altérations, qui vivent avec ces conditions, ceux dont les médias dominants ne parlent pas... qui luttent tous les jours pour ne pas se retrouver écrasées sur le chemin de l'avenir lumineux de la « démocratie ». Ils luttent pour le minimum nécessaire : leur intégrité corporelle. C'est dans cette situation qu'intervient le groupe autour de Bulatovic pour déclarer que la souveraineté sur le corps existe effectivement, dans la mesure où il exerce le droit de disposer de son corps, jusqu'à l'auto-destruction.

Les nouveaux combats

À Novi Pazar la classe ouvrière existe, comme elle existe dans toute la Serbie et partout ailleurs où les travailleurs sont en lutte. Car seuls le combat, l'engagement dans un conflit, sont l'indicateur de l'existence du sujet politique. Rien qu'en juin et en juillet 2009, il y a eu plus de 40 grèves en Serbie ; des grèves « sauvages » la plupart.

Comment expliquer le fait que, près de vingt ans après le début de la transition, les troubles sociaux et politiques se multiplient ? D'abord parce que la distribution de la propriété collective a été masquée avec succès par l'ethnicisation des conflits. Officiellement, il était question de « Serbes », de « Croates », d'« Albanais », etc., alors qu'en arrière-plan, un brigandage sans exemple se déroulait, suscité et coordonné par les multinationales de l'Ouest. Aujourd'hui, il ne reste presque rien qui n'ait de propriétaire privé, et on voit que le monde consiste toujours en une variante meurtrière de pauvres et de riches. Les travailleurs sont toujours là, malgré toutes les « purifications ethniques », comme chacun le réalise maintenant ; ils sont beaucoup plus susceptibles qu'à n'importe quel moment au cours des cent dernières années. Les travailleurs de l'Est se trouvent dans la situation connue au moment de « l'accumulation primitive du capital » et sont en conséquence privés de droits et dépouillés. S'y ajoute une petite mais non négligeable différence : l'accumu-

lation du capital au centre est passée par des personnes qui, en fin de compte et pour éviter les conséquences négatives sur les générations suivantes, cherchaient à canaliser l'avidité première pour la rendre socialement supportable (État social). Les pirates devaient en effet vivre dans le même État que ceux qu'ils dépouillaient. Dans la périphérie, la situation fait qu'une grande partie du capital accumulé est aspirée par le centre. Cela est apparu malgré les affirmations contraires lorsqu'au début de la crise financière en 2007 les milliards d'euros investis ont trouvé très rapidement le chemin de l'Est vers l'Ouest⁵. Comme les bénéficiaires effectifs sont protégés par les frontières nationales, ils ne seront jamais les victimes des troubles sociaux – c'est cela la tactique très intelligemment pensée de ceux qui exercent le pouvoir réel à l'Est. Même en cas de troubles sociaux, seuls les représentants des élites dans ces enveloppes étatiques néocoloniales seront touchés⁶. . . ceux qui règnent effectivement pourront d'autant plus se répandre sur les « barbares là-bas »⁷. Cette situation ne peut pas être combattue autrement que par un mouvement de solidarité conséquent, à l'échelle de la planète, de tous ceux qui souffrent du capital. De ce point de vue, la gauche européenne doit impérativement agir.

L'acte de Bulatovic

Zoran Bulatovic n'a rien fait d'autre à travers son geste que de mettre en question la frontière de la corporalité, le tabou aujourd'hui très peu mis en cause de l'autoconservation matérielle : il utilise la violence (comme le font avec lui les travailleurs du textile au chômage) pour mettre en évidence et s'opposer à une violence bien plus grande qui le menace lui et tous les autres. Il a toujours mis l'accent sur le fait que son action est menée au nom de beaucoup d'autres, des mères isolées, des malades, des invalides du travail, et aussi au nom de travailleurs de l'usine textile déjà décédés. Cette énumération est celle en fin de compte des « damnés de la terre ». Cet acte visant à poser une frontière à la violence dévalorisante et qui détruit tout de la transition (sous le signe de l'accumulation primitive de capital et de la désindustrialisation du pays), sous sa forme la plus individuelle et immédiate de la violence contre soi-même, l'automutilation, est la négation absolue des objectifs de restructuration néolibérale. Car, pour le dire comme Hegel, s'il ne peut exister de valet, dans la mesure où ce valet est prêt à mettre son intégrité corporelle en jeu dans la servitude, alors il met aussi hors jeu la position du seigneur qui en dépend. Au moins symboliquement. Cela semble être le cas de l'événement de Novi Pazar. C'est pourquoi la machine à produire l'opinion des médias dominants s'est précipitée sur cet événement. L'enjeu était pour eux de renvoyer à l'oubli, de cacher ce potentiel de résistance des pauvres et des sans-droits envers les riches. Il s'agissait de renvoyer cet événement dans la catégorie de l'anormal (à Novi Pazar et en Serbie) et de la mentalité des Balkans (à

l'Ouest) en le psychologisant, en le psychiatrisant, en le victimisant, et par les autres techniques de dépolitisation des situations. Lisant à ce propos les rares articles dans les médias occidentaux, j'ai à peine pu me libérer de l'impression qu'il s'agissait de faire de Bulatovic un martyr. Un martyr auprès de qui, à la lecture de ces articles, toute l'armée des employés moyens des ONG occidentaux allait accourir au nom d'une aide au développement bien rémunérée. Il s'agissait de nier le contenu subversif de son acte. Senada Rebronja, la suppléante de Zoran Bulatovic, met l'accent au cours de l'entretien sur le fait que, repéré dans son groupe, on a immédiatement cette tendance de la perception officielle. : « Nous nous sommes opposés à ce qu'on fasse de Zoran Bulatovic un psychopathe. Il doit être clair pour tous que si, en tant que président de l'association, il est psychopathe, alors les 500 membres au chômage le sont aussi ». Le combat livré par ces personnes n'est pas le combat d'un individu que l'on pourrait facilement taxer de psychotique, mais un combat qui est mené au nom du groupe et par le groupe, et pour lequel le groupe endosse la responsabilité à tous points de vue.

Que cet exemple soit très peu discuté au sein de la gauche montre aussi l'embarras qui règne à l'égard de l'offensive néolibérale et de la restructuration actuelle à travers la crise.

Que faire lorsque la force de travail entreprend, en pleine conscience et par une décision rationnelle, de s'autodétruire ? Il ne s'agit plus de casser les machines mais de se mutiler soi-même avec la conviction de pouvoir renverser ainsi non seulement le travailleur mais toute la logique construite sur la force de travail de ce travailleur. Le dernier et le plus sacré des bastions de la logique de création de la valeur et du dispositif d'accumulation, la force de travail, dit « Non » dans un ultime acte de désespoir mais totalement rationnel !

Les grévistes de la faim de Novi Pazar et avec eux Zoran Bulatovic ont fait renaître cette possible arme dans la lutte des travailleurs, le point zéro en quelque sorte de ces combats. La grève générale est une autre forme extrême de ce répertoire d'action. L'autodestruction de cette force de travail si convoitée (au moindre coût possible, certes) et son organisation la plus achevée dans la grève générale. Entre ces deux pôles extrêmes, il existe cependant des milliers d'autres techniques et de mesures nécessaires qui ont été développées et expérimentées au cours des siècles. Et beaucoup d'entre elles sont malheureusement tombées dans l'oubli. Aujourd'hui, et pas seulement en Europe de l'Est, il ne s'agit pas seulement de les utiliser mais de les remettre dans la conscience des travailleurs. Débarrasser ceux-ci de la peur des propriétaires privés et de leurs protecteurs, combattre les mesures qu'ils prennent en utilisant ces techniques. Les travailleurs ont développé à tous les niveaux des outils qu'ils peuvent mettre en œuvre contre les propriétaires des moyens de production. Le mérite des grévistes de la faim au chômage à Novi Pazar est d'avoir rappelé ce fait.

Bibliographie

- Blagojevic, Goran : “Levica u Srbiji na prelazu iz industrijskog u informacijsko društvo”. In : Mladenovic, Ivic/Timotijevic, Milena (Hg.) : *Sloboda Jednakost Solidarnost Internacionalizam. Izazovi i perspektive savremene levice u Srbiji*. Cugura print, Beograd, 2008, 113-138.
- Bratic, Ljubomir (2008), À propos de la question de la transformation des élites en Europe de l’Est, voir <http://eipcp.net/transversal/0208/bratic/de>
- Drcelic, Stojan : « Raspirivanje socijalnog mira ». In : *NIN*, 13.08.2009, 13.
- Golic, Slavko (2009) (Ne) probojnost istine. Auf : <http://www.republika.co.yu/456-459/07.html> (Zugriff : 18.08.2009)
- Interview de Zoran Bulatovic et Senada Rebronja le 10 août 2009, *Novi Pazar*, Serbien
- Interview de Fam. Murtezic le 10 août 2009 à Novi Pazar, Serbie.
- « Les profits des investissements restent rarement fidèles à l’Europe de l’Est », *NZZ* ; Nr. 131, 10 juin 2009, 15.
- Lopusina, Marko : “Prosjacki stap sve blize”. In : *Novosti*, 03.08.2009, 5.
- Jovanovic, Djokica : “Jutarnje pitanje jednog sociologa”. In : Mladenovic, Ivic/Timotijevic, Milena (Hg.) : *Sloboda Jednakost Solidarnost Internacionalizam. Izazovi i perspektive savremene levice u Srbiji*. Cugura print, Beograd, 2008, 17-36.
- Mojic, Dusan : “Radnicka participacije danas. Svetska iskustva i nasa stvarnost”. In : Mladenovic, Ivic/Timotijevic, Milena (Hg.) : *Sloboda Jednakost Solidarnost Internacionalizam. Izazovi i perspektive savremene levice u Srbiji*. Cugura print, Beograd, 2008, 231-259.
- Todorova, Maria (1999), *L’invention des balkans. Un préjugé commode pour l’Europe*, Primus, Darmstadt.
- Ljubomir Bratic est philosophe, membre du bureau de Transform ! Autriche. Vit à Vienne. Ljubomir@chello.at

Notes

1. Ce texte a été rédigé suite à une demande de Rosa Reitsamer et Walter Baier. Le voyage en Serbie et le séjour à Novi Pazar a été financé par Transform !
2. Le quotidien viennois *Der Standard*, le quotidien berlinois *Taz* et l’hebdomadaire *Jungle World*, ont rendu compte de ces événements. L’interview de Bulatovic était toujours sur <http://www.youtube.com/watch?v=prXdfVnM> GEO à la date du 22 août 2009.
3. La ration mensuelle comporte « 5 kilos de farine, un litre d’huile, un kilo de sucre, une livre de pâtes, de riz et de haricots, 100 g de levure, une conserve de viande, deux boîtes de poisson et une part de pâté de foie » (*Novosti*, 25 juillet 2008, p. 3).
4. Le « manque de combativité » s’est révélé avec le temps comme une projection personnelle. Il est juste de dire qu’il y a toujours eu des luttes. Beaucoup n’ont cependant pas été connues parce qu’elles ne cadraient pas avec l’image officielle. L’idée de l’autogestion reste dans les représentations des travailleurs. Des enquêtes sociologiques représentatives ont en effet montré qu’en 1989, 1996 et 2003, « une

grande majorité des personnes interrogées en Serbie s'est prononcée pour une privatisation seulement partielle et pour la restauration ou l'augmentation des formes de participation pour les salariés » (Mojic, 2008, 253).

5. « En 2008, comme le montrent les données de l'Institut viennois de comparaisons économiques internationales, près de 70% des investissements directs dans les États de l'Est de l'Union européenne sont retournés dans le pays des investisseurs » (NZZ, 10 juin 2009, p. 15).

6. Sur la transformation des élites à l'Est, voir Bratic, 2008.

7. Voir Todorova, 1999.


transform!at
Verein zur Förderung linker Diskurse und Politik